

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE SAINT-DENIS (LA RÉUNION)

Dépôt du : 13 MAI 2008

N°: A. 1475

RC: 06.D. 529

(450 720. 34 F)

Enregistré à : SIEC SAINT DENIS DE LA REUNION

Le 11/03/2008 Bordereau n°2008/329 Case n°8

Ext 2729

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 4 €

Total liquidé : vingt-neuf euros

Montant reçu : vingt-neuf euros

L'Agent

CESSION DE PARTS SOCIALES

Monsieur Gérard FAISSOLLE,

né le 15/07/1954 à Calais (Pas de Calais),

de nationalité française,

époux de Madame Marie-Noëlle MOUNOUSSAMY

née le 17/12/1965 à Saint Denis (Réunion),

de nationalité française,

demeurant ensemble 5 Rue des Cocotiers – La Pointe des Châteaux 97436 Saint Leu

avec laquelle il est marié sous le régime de séparation de biens aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître LAGOURGUE, Notaire à Saint Paul (Réunion), préalablement à leur union célébrée le 09/08/2002 à Saint Leu (Réunion),

Ci-après dénommé « **Cédant** »

d'une part,

ET :

Madame Agnès CHAUVET née PAGNON

née le 27/07/1972 à Arles (Bouches du Rhône),

de nationalité française,

et Monsieur Renaud CHAUVET

né le 02/08/1968 à Salon de Provence (Bouches du Rhône),

de nationalité française,

demeurant ensemble 21 Chemin Communs 97417 La Montagne,

mariés sous le régime de la communauté légale à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée le 19/08/1995.

ci-après dénommée « **Cessionnaire** »

d'autre part.

RL

FG

E

1

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Aux termes de statuts en date du 02/10/2003 à Saint Leu, enregistrés à la Recette des impôts de Saint Paul, Bordereau 2003, case 329, ainsi que divers autres actes, il existe une société à responsabilité limitée dénommée CAC REUNION, au capital de 1 500 Euros, divisé en 100 parts de 15 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est à 15 Rue de l'Ecole 97490 Sainte Clotilde, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro RCS Saint Denis n° 450 720 347. La société CAC REUNION a pour objet principal l'exercice de la profession de commissaire aux comptes et d'expert comptable.

I. CESSION DE PARTS

Par les présentes, **M. Gérald FAISSOLLE**, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière, à **Mme Agnès CHAUVET**, soussignée de seconde part, qui accepte, la pleine propriété de 26 parts sociales numérotées de 1 à 26.

II. PROPRIETE JOUISSANCE

Le Cessionnaire sera propriétaire des parts cédées et en aura la jouissance à compter de ce jour.

En conséquence, le Cessionnaire aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date.

III. CONDITIONS GENERALES

Le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés aux parts cédées.

Il reconnaît avoir reçu, avant ce jour :

- un exemplaire des statuts de la Société, à jour, certifiés conformes par le Gérant,
- un extrait des inscriptions au Registre du commerce et des Sociétés concernant la Société dont les parts sont présentement cédées.

IV. PRIX MODALITES DE PAIEMENT

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de 15 euros par part, soit au total 390 euros pour les 26 parts cédées, laquelle somme a été payée comptant, ce jour, par le Cessionnaire au Cédant, qui lui en donne bonne et valable quittance

Dont quittance,

V. AGREMENT DES ASSOCIES

Conformément aux dispositions des statuts, la procédure d'agrément du Cessionnaire par les autres associés n'est pas nécessaire dans le cadre de la présente cession.

VI. ORIGINE DE PROPRIETE

Les parts cédées constituent un bien propre de M. Gérald FAISSOLLE, pour les avoir reçues en contrepartie de son apport en numéraire effectué à titre pur et simple lors de la constitution de la Société.

RC

OB



VII. DECLARATIONS GENERALES

1. Les soussignés de première et seconde part déclarent, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et, plus spécialement, qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective, ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions, ni ne sont en état de cessation des paiements ou déconfiture ;
- et qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.

2. Le soussigné de première part déclare :

- qu'il n'existe de son chef ou de celui des précédents propriétaires des parts cédées, aucune restriction d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition de celles-ci, notamment par suite de promesses ou offres consenties à des tiers ou de saisies ;
- que les parts cédées sont libres de tout nantissement ou promesse de nantissement ;
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées n'est pas en cessation de paiements, ni n'a fait l'objet d'une procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté ou de redressement et liquidation judiciaires.

VIII. APPLICATION DE L'ARTICLE 1424 DU CODE CIVIL

Les parts présentement cédées ne dépendant pas de la communauté de biens existant entre M. Gérald FAISSOLLE et Mme Marie-Noëlle MOUNOUSSAMY, l'intervention du conjoint n'est pas nécessaire.

VIII. APPLICATION DE L'ARTICLE 1832-2 DU CODE CIVIL

Aux présentes est intervenu M. Renaud CHAUVET, lequel a déclaré avoir été informé que le prix de la présente cession de parts était payé au moyen de fonds dépendant de la communauté de biens existant entre lui et le Cessionnaire, et qu'il ne revendiquait pas quant à présent la qualité d'associé de la Société CAC REUNION.

IX. FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

X. ENREGISTREMENT

Les parties déclarent :

- que la présente cession n'entre pas dans le champ d'application des dispositions de l'article 1655 ter du Code général des impôts, et qu'elle n'est pas à prépondérance immobilière,
- et que la Société dont les parts sont présentement cédées est soumise à l'impôt sur les sociétés.
- que le nombre total de parts de la société est de 100 parts sociales,

En conséquence, les droits de cession de droits sociaux sont dus au taux de 5.00 %, exigibles lors de l'enregistrement de la présente cession devant intervenir dans le mois des présentes.

RL

FG



XI. MODIFICATION DES STATUTS

Comme conséquence de la présente cession, les soussignés décident de modifier les statuts de la manière suivante :

Article 8 – Capital social – Répartition des parts – Liste des associés

Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cents euros. Il est divisé en 100 parts de 15 euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité et attribuées, de la manière suivante :

Mme Agnès CHAUVET, possédant 100 parts sociales
Numérotées de 1 à 100

Total égale au nombre de parts composant le capital social : 100 parts.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalités par eux.

XII. FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence, seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

Fait à Saint Leu
Le 27 Août 2007
En 7 exemplaires.

M. Gérald FAISSOLLE

« Bon pour cession de 26 parts sociales »

Non pour cession de 26 parts sociales.

Mme Agnès CHAUVET

« Bon pour acceptation de 26 parts sociales »

Bon pour acceptation de 26 parts sociales

M. Renaud CHAUVET

« Bon pour accord »

Bon pour accord

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE
DE SAINT-DENIS (LA RÉUNION)

Dépôt du : 13 MAI 2008

N°: A.1475

RC: 06.D.529

CAC REUNION



**Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
au capital de 1 500 euros**

**Siège social : 15 Rue de l'École
97490 Sainte Clotilde**

Statuts mis à jour au 27 Août 2007

« Certifiés conformes par la gérance »

A. St

CAC REUNION

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée
au capital de 1 500 euros

Siège social : 53, Rue Général Lambert
97436 Saint Leu

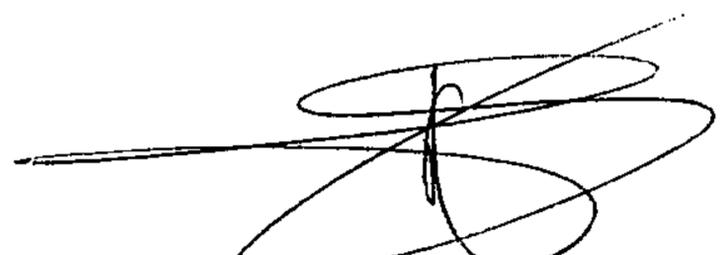
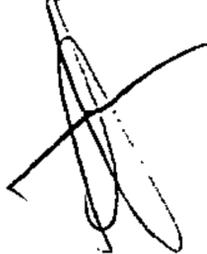
STATUTS

Enregistré à : RECETTE PRINCIPALE DES IMPOTS DE SAINT PAUL
Le 14/10/2003 Bordereau n°2003/329 Case n°4 Ext 941

Enregistrement : Exonéré
Timbre : Exonéré

Total liquidé : zéro euro

L'Agent



LISTE DES MODIFICATIONS

Date de la modification	Objet	Article modifié
10 Avril 2006	Objet social	3
10 Avril 2006	Cession de parts	8
1 ^{er} Mai 2006	Siège social	4
27 Août 2007	Cession de parts	8

A. S. T.

Les soussignés

Monsieur Gérard FAISSOLLE demeurant 9, rue des cocotiers, pointe des Châteaux 97436 SAINT LEU
né le 15/07/1954 à Calais (62)
de nationalité Française
Commissaire aux Comptes inscrit à la compagnie des Commissaires aux Comptes de la REUNION

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET demeurant 21 Chemin Communs 97417 La Montagne
Née le 27/07/1972 à Arles (13)
De nationalité Française
Commissaire aux Comptes dont inscription en cours auprès de la compagnie des Commissaires aux Comptes de la REUNION

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société d'exercice libéral à responsabilité limitée régie par la loi du 24 juillet 1966, l'ordonnance du 19 septembre 1945, le décret n° 69-810 du 12 août 1969, tels que modifiés et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

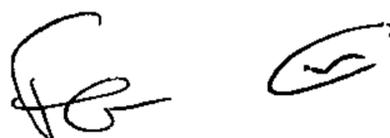
La dénomination est : **CAC REUNION.**

La société sera inscrite au tableau de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « Société d'exercice libéral à responsabilité limitée » ou des lettres S.E.L.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « Société de Commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes où la société est inscrite.

Article 3 – Objet (nouvelle mention au 10/04/06)

La société a pour objet l'exercice de la profession de commissaire aux comptes et d'expert comptable.



Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle peut notamment, sous le contrôle du Conseil régional de La Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes, prendre des participations financières dans des entreprises de toute nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al. 7 de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité.

Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 - Siège social (nouvelle mention au 01/05/06)

Le siège social est fixé à : 15 Rue de l'Ecole 97490 Sainte Clotilde.

Il pourra être transféré dans le même département par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Il est apporté en numéraire par :

Monsieur Gérard FAISSOLLE, la somme de 765 euros

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET, la somme de 735 euros

Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent euros (1 500 euros), entièrement libéré, ladite somme a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque BRED Saint Leu, Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Monsieur Renaud CHAUVET époux de Madame Agnès PAGNON, averti des présents apports, déclare ici donner son accord et ne pas souhaiter être associé à la présente société.

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne présentent aucun avantage particulier.



Article 8 - Capital social - Répartition des parts- Liste des associés (nouvelle mention au 27/08/07)

Le capital social est fixé à la somme de mille cinq cent euros. Il est divisé en 100 parts de 15 euros chacune, entièrement libérées, souscrites en totalité et attribuées, de la manière suivante :

Madame Agnès CHAUVET, possédant 100 parts sociales
Numérotées de 1 à 100

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 100 parts sociales.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales présentement créées ont été souscrites en totalité par eux.

La société membre de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes communique annuellement aux conseils régionaux de La Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tout tiers intéressé.

Article 9 - Augmentation ou réduction du capital

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels commissaire aux comptes.

Article 10 - Transmission des parts

Le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales est requis pour toute transmission de parts au profit

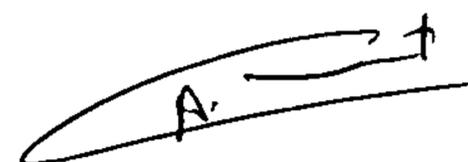
- d'un tiers
- du conjoint, d'un héritier, ascendant ou descendant d'un associé, sauf si celui-ci a déjà la qualité d'associé.

Article 11 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter de la date d'effet de la décision.

Si son départ a pour effet d'abaisser la part du capital détenue par des professionnels au-dessous des quotités légales, il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder la partie de ses parts permettant à la société de respecter ces quotités.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts. Le prix, est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.



Article 12 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires de parts indivises sont représentés par l'un d'eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 13 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et activités doivent être assortis de la signature personnelle du commissaire aux comptes ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 14 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés commissaire aux comptes et nommés, pour une durée illimitée, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation de clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

66

66

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes dans les six mois de la clôture de chaque exercice.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Le procès-verbal de l'assemblée est signé de tous les associés présents. Cependant, il peut être établi une feuille de présence ; dans ce cas, le procès-verbal est signé des seuls président et secrétaire de séance.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois ; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou un autre associé, dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article 58 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 17 - Année sociale

L'année sociale commence le 1^{er} juillet et finit le 30 juin.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 juin 2005.



En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende. Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes.

En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 - Nomination des premiers gérants

Monsieur Gérard FAISSOLLE, demeurant 9, rue des cocotiers, pointe des Châteaux 97436 Saint Leu est nommé gérant de la société pour une durée illimitée.
Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET demeurant 21 Chemin Communs 97417 La Montagne est nommée gérante de la société pour une durée illimitée.
Sa rémunération sera fixée par la plus prochaine Assemblée.

Monsieur Gérard FAISSOLLE déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Madame Agnès PAGNON épouse CHAUVET déclare qu'aucune prescription, aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Les gérants ainsi nommés sont tenus de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.



Article 20 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription auprès de la Cour d'Appel. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à M. FAISSOLLE de prendre pour le compte de la société les engagements suivants :

Tous actes de gestion
Prise de bail
Signature d'acte de prêts

Ces engagements seront également repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le ou les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 21 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. M FAISSOLLE est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à Saint Leu
Le 2 Octobre 2003

En 5 exemplaires originaux.

